



FRANCE

PRÉSIDENTIELLE 2022

Doubler le salaire des enseignants, mais comment ?

Dans les salles des professeurs, la proposition-phare de la candidate a été accueillie avec intérêt, mais avec un certain scepticisme aussi

Dans les « salles des profs », les premières réactions ont été sceptiques. Mais, trois jours après que la maire (Parti socialiste, PS) de Paris, Anne Hidalgo, candidate à l'élection présidentielle de 2022, a annoncé son souhait de faire du « doublement » des salaires des enseignants une « priorité », on ne parle plus que de « ça » – et de la faisabilité d'un tel engagement – entre enseignants syndiqués.

La virulence des réactions politiques à cette proposition a contribué à imposer le sujet dans le débat public. « *L'élection présidentielle ne peut pas être une Foire du Trône de la démagogie* », a réagi, lundi 13 septembre, dans les colonnes du *Parisien*, le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer. Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, s'est demandé si « *le PS avait aussi perdu sa culture de gouvernement* », quand Yannick Jadot, candidat à la primaire écologiste, a écriqué une mesure que « *même les plus radicaux* » des responsables syndicaux n'ont « *jamais demandée* ».

Dans les rangs socialistes, aussi, des critiques ont fleuri. « *Il n'y a rien de pire que de commencer par une mesure catégorielle* », a réagi le maire du Mans et ancien ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, qui réclame une primaire face à Anne Hidalgo au sein du PS. En la matière, pourtant, Anne Hidalgo s'inscrit bien dans l'héritage politique de son parti : depuis 1965 et la première

campagne présidentielle, tous les candidats de la gauche ont inclus l'éducation et son budget, par le biais de la problématique des postes ou de celle des salaires – parfois, les deux – dans leurs promesses de campagne.

Pas un mot sur les moyens

Que propose, concrètement, M^{me} Hidalgo ? « *Pour l'honneur des enseignants* », l'un des sous-chapitres de son livre *Une femme française* (L'Observatoire, 18 euros, 250 pages), publié mercredi, donne son diagnostic sur la profession et ses objectifs. Mais rien, ou très peu, de sa méthode. « *Enseignant tend à devenir l'un de ces métiers de service dévalorisés*, écrit-elle. *C'est pourquoi, à mes yeux, seul un grand mouvement de revalorisation des salaires est à même d'enrayer cette mécanique mortifère. Il s'agit là d'un choix politique fondamental.* »

Et la désormais candidate d'annoncer : « *Je crois possible, sur la durée d'un quinquennat, de multiplier par deux au moins le traitement de toutes les personnes au contact avec les élèves. Ou, pour commencer, d'aligner à minima le salaire des nouveaux professeurs sur le salaire médian des titulaires d'un bac + 5.* »

Des moyens à débloquer pour y arriver, l'équipe entourant M^{me} Hidalgo ne dit mot. Ses détracteurs s'en sont chargés : « *Cette mesure aurait un coût cumulé de 150 milliards [d'euros] en un quinquennat* », a estimé M. Blanquer. « *Plus de 60 mil-*





liards par an», a réagi M. Mélenchon. Analyste éducation au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Eric Charbonnier, qui a bien en tête les inégalités de traitement entre enseignants, estime, lui, qu'il faudrait 20 à 30 milliards d'euros par an pour tenir le cap fixé par la candidate.

«Après la crise financière de 2008, les salaires des enseignants ont été réduits, et pas qu'en France, rappelle-t-il. Cela a eu un impact sur l'attractivité du métier autant que sur les résultats scolaires.» La tendance est à l'augmentation des traitements; une politique lancée sous la gauche, en 2015, et poursuivie sous le quinquennat Macron. «Mais on est toujours dans un écart salarial du simple au double entre enseignants français et allemands, poursuit l'expert, quand bien même les fonctionnements et les statuts entre les deux pays diffèrent.»

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, l'écart salarial des enseignants français a beau s'être réduit ces dernières années, il demeure de 7 % inférieur à la moyenne pour les néotitulaires; en milieu de carrière, pour des professeurs ayant dix à quinze ans d'ancienneté, l'écart dépasse toujours de 15 % à 20 % la moyenne de l'OCDE.

Les intéressés «sur la réserve»

Est-ce en direction des plus jeunes que M^{me} Hidalgo dirigerait ses efforts? A partir de quand? Et comment? «On a déjà installé

le sujet; les précisions viendront en temps voulu», répond-on au sein de son équipe de campagne.

A la tête d'un groupe de travail sur la «revalorisation», le maire (PS) de Montpellier, Michaël Delafosse, enseignant dans le civil, dessine de premières «pistes». «Anne Hidalgo a fixé le cap et le point de départ, dit-il; le sujet de la hiérarchie des salaires, de son injustice, se pose pour beaucoup d'autres professions.» Dans *Libération*, mardi, il suggérait que les enseignants et les conseillers principaux d'éducation seraient les «premiers concernés», et que la «priorité»

serait donnée aux débuts et aux milieux de carrière.

Dans les cercles d'enseignants, on se dit «sur la réserve». «Nous sommes face à une proposition forte qui demande à être précisée», réagit Stéphane Crochet du SE-UNSA.

Du côté du SNES-FSU, majoritaire, on relève aussi des «zones de flou»: «La forme et le contenu des annonces ont surpris, et parfois laissé perplexes les collègues, explique Sophie Venetitay, porte-parole du syndicat. Pour le comprendre, il faut bien mesurer l'état d'esprit du monde enseignant à la sortie de ce quinquennat: usés pour beaucoup, les personnels ont le sentiment d'avoir été bernés sur la revalorisation dite "historique" [dont un tiers d'entre eux a bénéficié à ce jour, la moitié d'ici à 2022]. D'où des doutes qui s'expriment sur des annonces qui pourraient donner l'impression d'un coup médiatique en direction... d'un électorat qui vote.» Il est, en tout cas, courtois. ■

MATTEA BATTAGLIA

